



2016/2076(INI)

6.7.2016

PROJET DE RAPPORT

sur le plan d'action de l'Union européenne contre le trafic d'espèces sauvages
(2016/2076(INI))

Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité
alimentaire

Rapporteure: Catherine Bearder

SOMMAIRE

	Page
PROPOSITION DE RÉSOLUTION DU PARLEMENT EUROPÉEN.....	3
EXPOSÉ DES MOTIFS.....	8

PROPOSITION DE RÉSOLUTION DU PARLEMENT EUROPÉEN

sur le plan d'action de l'Union européenne contre le trafic d'espèces sauvages (2016/2076(INI))

Le Parlement européen,

- vu la communication de la Commission intitulée "Plan d'action de l'Union européenne contre le trafic d'espèces sauvages" (COM(2016)0087),
- vu sa résolution du 15 janvier 2014 sur la criminalité liée aux espèces sauvages¹,
- vu la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), mise en œuvre dans l'Union européenne par le règlement (CE) n° 338/97 du Conseil relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce, et par le règlement (CE) n° 865/2006 de la Commission portant modalités d'application du règlement (CE) n° 338/97 du Conseil,
- vu la décision (UE) 2015/451 du Conseil du 6 mars 2015 relative à l'adhésion de l'Union européenne à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction²,
- vu la décision 2008/801/CE du Conseil du 25 septembre 2008 relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de la convention des Nations unies contre la corruption³,
- vu la convention des Nations Unies de 2000 contre la criminalité transnationale organisée,
- vu le rapport 2016 sur le crime contre les espèces sauvages dans le monde (World Wildlife Crime Report) de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC),
- vu la résolution 69/314 de l'Assemblée générale des Nations unies du 30 juillet 2015 sur la lutte contre le trafic des espèces sauvages,
- vu la résolution 2/14 de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement sur le commerce illicite d'espèces sauvages et de produits issus d'espèces sauvages,
- vu les objectifs de développement durable des Nations unies (ODD) pour la période 2015-2030,
- vu le consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICCWC), composé de la CITES, d'Interpol, de l'ONUDC, de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale des douanes,

¹ Textes adoptés de cette date, P7_TA(2014)0031.

² JO L 75 du 19.3.2015, p. 1.

³ JO L 287 du 29.10.2008, p. 1.

- vu le règlement (UE) n° 995/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché¹,
 - vu le règlement (CE) n° 1005/2008 du Conseil du 29 septembre 2008 établissant un système communautaire destiné à prévenir, à décourager et à éradiquer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN)²,
 - vu la directive 2008/99/CE du 19 novembre 2008 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal³,
 - vu la directive 1999/22/CE du Conseil du 29 mars 1999 relative à la détention d'animaux sauvages dans un environnement zoologique⁴,
 - vu l'étude sur la criminalité liée aux espèces sauvages publiée par son département thématique pour sa commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire en mars 2016,
 - vu l'article 52 de son règlement,
 - vu le rapport de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire et les avis de la commission du développement, de la commission du commerce international, de la commission de la pêche ainsi que de la commission des affaires juridiques (A8-0000/2016),
- A. considérant que le trafic d'espèces sauvages constitue un crime international organisé dont la valeur annuelle est estimée entre 8 et 20 milliards d'euros par an;
- B. considérant que le trafic d'espèces sauvages a des incidences négatives majeures sur la biodiversité, les ressources naturelles et la conservation des espèces;
- C. considérant que le trafic d'espèces sauvages constitue une menace de plus en plus grave pour la sécurité mondiale, la stabilité politique, le développement économique, les économies locales et l'état de droit, et requiert donc une approche stratégique et coordonnée à l'échelle de l'Union associant l'ensemble des acteurs concernés;

Remarques générales

1. salue le plan d'action de la Commission contre le trafic d'espèces sauvages, qui insiste sur la nécessité de mener des actions coordonnées afin de combattre les causes du trafic d'espèces sauvages, de mettre en œuvre et d'appliquer efficacement les règles existantes, et de renforcer la coopération globale entre les pays d'origine, de transit et de destination;
2. demande à l'Union européenne et à chaque État membre d'accorder à la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages la plus grande urgence politique; souligne la

¹ JO L 295 du 12.11.2010, p. 23.

² JO L 286 du 29.10.2008, p. 1.

³ JO L 328 du 6.12.2008, p. 28.

⁴ JO L 94 du 9.4.1999, p. 24.

nécessité de mettre en place des stratégies globales et coordonnées dans des domaines d'action tels que le commerce, le développement, les affaires étrangères et la justice et les affaires intérieures;

3. insiste sur la nécessité de mettre en œuvre rapidement tous les éléments du plan d'action; invite la Commission à fournir au Parlement et au Conseil, chaque année et par écrit, les dernières informations sur l'état d'avancement de cette mise en œuvre;
4. invite la Commission à mettre sur pied un bureau spécial du coordinateur de la lutte contre le trafic d'espèces sauvages, sur le modèle de celui mis en place pour lutter contre la traite des êtres humains, afin de garantir un effort conjoint par les différents services de la Commission et les États membres;

Prévenir le trafic d'espèces sauvages et combattre ses causes profondes

5. souhaite que des campagnes de sensibilisation soient organisées par l'Union européenne, les pays tiers, les parties prenantes et la société civile dans le but de réduire la demande de produits illicites issus d'espèces sauvages en favorisant des changements réels et durables des comportements et de la société;
6. invite l'Union européenne à soutenir les initiatives visant à promouvoir le développement de moyens de subsistance de substitution pour les communautés locales à proximité des espèces sauvages concernées et à contribuer à la réhabilitation et à la conservation des populations d'espèces sauvages;
7. demande à l'Union de combattre de toute urgence la corruption et les lacunes en matière de gouvernance internationale tout au long de la chaîne du trafic d'espèces sauvages; demande à l'Union européenne et à ses États membres de nouer le dialogue avec des pays partenaires à travers la convention des Nations unies contre la corruption (CNUCC) et d'autres enceintes pour résoudre ce problème sur les marchés d'origine, de transit et de destination; invite tous les États membres à respecter pleinement les dispositions de la CNUCC;
8. est conscient de la nécessité de fournir une assistance et des orientations aux pays d'origine en ce qui concerne les procédures répressives et judiciaires aux niveaux local, régional et national; demande à l'Union européenne de faire en sorte que des formations, des équipements spécialisés et une expertise soient fournis si nécessaire;

Renforcer l'efficacité de la mise en œuvre et de l'exécution

9. invite les États membres à mettre en place des plans d'action nationaux en matière d'exécution détaillant les politiques suivies pour faire appliquer les règles et les sanctions, et à publier les informations sur les saisies et arrestations relatives aux crimes contre des espèces sauvages, afin de garantir la cohérence et l'harmonisation des stratégies entre les États membres;
10. exhorte les États membres à veiller à ce que les services répressifs, les parquets et les juridictions nationales disposent des ressources financières et humaines nécessaires pour combattre la criminalité liée aux espèces sauvages;

11. insiste sur la nécessité de mettre en place une coopération interservices et invite les États membres à fournir en permanence à Europol des données et des renseignements pertinents; invite Europol à aborder la question de la criminalité liée aux espèces sauvages lors de la prochaine évaluation de la menace que représente la grande criminalité organisée (SOCTA); demande la mise en place d'une unité spécialisée dans la criminalité liée aux espèces sauvages au sein d'Europol, dotée de pouvoirs et de responsabilités transnationales et de ressources financières et humaines suffisantes, ce qui permettrait de centraliser les analyses et les informations et de coordonner les stratégies répressives et les enquêtes;
12. constate qu'il existe des liens entre la criminalité liée aux espèces sauvages et d'autres formes de criminalité organisée, notamment le blanchiment de capitaux, et estime que la lutte contre les flux financiers illicites constitue une priorité; invite l'Union européenne à exploiter tous les instruments pertinents, y compris la coopération avec le secteur financier;
13. demande à la Commission de procéder à une révision de la directive 2008/99/CE relative à la protection de l'environnement par le droit pénal, en particulier au regard de son efficacité pour lutter contre la criminalité liée aux espèces sauvages;
14. prie instamment les États membres de se conformer à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée (convention CTO) comme base de l'action internationale et de l'entraide judiciaire ainsi que comme étape essentielle vers la définition d'une approche commune en matière de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages; déplore vivement, à cet égard, le fait qu'onze États membres n'aient pas encore mis en œuvre la convention CTO;
15. estime que les mesures de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages appellent des sanctions pénales cohérentes et dissuasives; prie instamment les États membres de définir le trafic d'espèces sauvages comme une forme grave de criminalité conformément à la convention CTO;
16. reconnaît la nécessité de fournir des orientations en matière de poursuites et de condamnations aux procureurs et aux autorités judiciaires des États membres, ainsi que la nécessité de former les agents des douanes et des services répressifs aux points d'entrée dans l'Union; considère le programme mondial du PNUE pour les juges et l'initiative "Douanes vertes" comme des modèles à suivre;
17. invite les États membres à reconnaître l'ampleur du trafic d'espèces sauvages en ligne et à renforcer les capacités afin de s'assurer que des canaux existent pour déclencher l'aide d'unités transfrontalières spécialisées dans la cybercriminalité;

Renforcer le partenariat mondial

18. invite la Commission et les États membres à intensifier le dialogue avec les pays d'origine, de transit et de destination de la chaîne du trafic d'espèces sauvages et à leur fournir une assistance technique et un soutien diplomatique;
19. invite la Commission à inclure des chapitres contraignants relatifs au développement durable dans toutes les négociations et tous les accords commerciaux de l'Union,

comprenant une référence spécifique visant à mettre fin au commerce illégal d'espèces sauvages dans tous les secteurs économiques;

20. invite l'Union européenne à soutenir l'ICCWC;

L'Union européenne en tant que marché de destination et point d'origine et de transit

21. note que la CITES, le règlement de l'Union sur le bois et le cadre réglementaire de l'Union sur la pêche INN constituent des outils de réglementation du commerce international d'espèces sauvages; fait néanmoins part de son inquiétude quant aux lacunes réglementaires relatives aux espèces et aux acteurs; demande par conséquent à l'Union de revoir et de modifier le cadre législatif en vigueur en vue d'interdire la mise à disposition et la mise sur le marché, le transport, l'acquisition et la détention d'espèces sauvages illégalement obtenues ou vendues dans des pays tiers; estime qu'une telle législation permettrait d'harmoniser et de simplifier le cadre existant de l'Union européenne et que l'incidence transnationale d'une telle législation peut jouer un rôle clé dans la réduction du trafic d'espèces sauvages à l'échelle mondiale;
22. considère que la traçabilité dans la chaîne d'approvisionnement est indispensable; demande à l'Union européenne de renforcer les instruments de contrôle existants et estime que le secteur des transports devrait jouer un rôle clé, en particulier par la mise en œuvre de systèmes de détection et d'alerte précoce;
23. demande, outre les contrôles aux frontières exigés par le règlement (CE) n° 338/97, la mise en place, par les États membres, de contrôles visant à garantir le respect des dispositions dans les pays, notamment de contrôles réguliers des négociants et des détenteurs de permis tels que les animaleries, les éleveurs, les centres de recherche et les pépinières, ainsi que de contrôles des activités telles que la mode, l'art, la médecine et la restauration, susceptibles d'utiliser illégalement des parties de végétaux et d'animaux;
24. invite les États membres à garantir la confiscation immédiate de tout spécimen saisi ainsi que la prise en charge et le placement des spécimens vivants saisis ou confisqués dans des centres de bien-être animal reconnus et certifiés;
25. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil et à la Commission.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Lors de la Journée mondiale des espèces sauvages en 2015, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a déclaré: "Il est temps de prendre sérieusement en compte la criminalité liée aux espèces sauvages", un message simple, mais ferme, par lequel il a fait savoir que le trafic d'espèces sauvages constituait une menace grave de plus en plus importante, non seulement pour la survie de nombreuses espèces de la flore et de la faune, mais aussi pour l'état de droit, les droits de l'homme, la gouvernance mondiale, le bien-être des communautés locales et, surtout, la survie des écosystèmes de la planète.

Aujourd'hui, le commerce d'espèces sauvages est une activité criminelle rapportant des milliards d'euros et dominée par des organisations criminelles. Le risque de détection est faible et la rétribution financière élevée, ce qui incite les groupes criminels à exploiter des espèces sauvages capturées et ramassées illégalement pour financer leurs activités criminelles.

Les efforts visant à limiter les crimes plus généraux contre l'environnement jouent désormais un rôle particulièrement important pour combattre les menaces contre la paix et la sécurité. Partout dans le monde, un nombre croissant de crimes contre l'environnement sont commis par des groupes armés non étatiques, des groupes terroristes et d'autres groupes qui se développent grâce à l'exploitation de ressources naturelles, celles-ci étant plus faciles à exploiter que les revenus issus d'autres formes d'exploitation telles que le trafic de drogue, de cigarettes ou de migrants.

L'Union européenne est à la fois un acteur important dans la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages et une destination pour les produits illicites issus d'espèces sauvages, ainsi qu'un point de transit, et souvent d'origine, du trafic d'espèces sauvages, notamment entre l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine, mais aussi au sein même de l'Union européenne.

Le plan d'action est une contribution de l'Union au programme des Nations unies pour le développement durable à l'horizon 2030, et notamment à l'objectif de développement durable n° 15, qui souligne la nécessité de prendre des mesures immédiates pour mettre un terme au braconnage et au trafic d'espèces protégées et pour lutter contre la demande et l'offre de produits illicites issus d'espèces sauvages.

De 2016 à 2020, le plan d'action renforcera le rôle de l'Union dans la lutte contre le trafic d'espèces sauvages à l'échelle mondiale à travers un ensemble de priorités liées à la prévention, à l'application des règles et à la coopération, ainsi qu'à la reconnaissance de l'Union en tant que marché de destination et de point d'origine et de transit pour les produits issus d'espèces sauvages.

La première priorité du plan d'action consiste à empêcher le trafic d'espèces sauvages et à combattre les causes profondes de ce phénomène. Pour atteindre cet objectif, l'Union doit absolument réduire la demande globale et l'offre de produits illicites issus d'espèces sauvages en ayant recours aux outils disponibles: le cadre de la CITES, les campagnes de sensibilisation, la lutte contre le grave problème de la corruption au sein de la chaîne d'approvisionnement et le renforcement des capacités des services répressifs des pays d'origine et des gardes forestiers qui combattent le trafic d'espèces sauvages sur le terrain.

La deuxième priorité du plan d'action est de garantir la mise en œuvre effective et le respect

des règles existantes en matière de lutte contre la criminalité organisée liée aux espèces sauvages. À l'heure actuelle, les États membres ne fournissent pas suffisamment d'informations et de données sur les saisies aux agences chargées de l'application des règles Europol et Eurojust, ce qui limite fortement leur capacité à combattre le trafic d'espèces sauvages au niveau transfrontalier. Par ailleurs, les sanctions infligées aux trafiquants d'espèces sauvages ne reflètent pas la gravité du crime. Les États membres devraient définir des sanctions fixes et harmonisées pour les personnes reconnues coupables de trafic d'espèces sauvages. L'Union européenne doit examiner la possibilité d'introduire une législation visant à interdire l'importation, le commerce et la réexportation d'espèces protégées dans leur pays d'origine. La loi Lacey (*Lacey Act*) des États-Unis en est un exemple. Si la CITES est un outil utile pour réglementer le commerce d'espèces sauvages et protéger les espèces menacées, elle ne couvre pas l'ensemble des espèces critiques et n'est pas non plus à même de réagir assez rapidement à l'évolution des circonstances; elle offre donc aux criminels la possibilité d'exploiter facilement les failles.

La troisième priorité est de renforcer le partenariat mondial de lutte contre le trafic d'espèces sauvages entre les pays d'origine, les pays consommateurs et les pays de transit. Pour cela, il est important de fournir un appui politique et une assistance technique aux principaux pays d'origine, de transit et de destination. L'Union doit également utiliser son pouvoir économique pour insérer des clauses sur la nécessité de lutter contre le trafic d'espèces sauvages dans les accords commerciaux actuels et futurs. Le partenariat transpacifique (PTP), l'accord commercial entre les États-Unis et onze pays du pourtour du Pacifique, inclut des dispositions environnementales visant à lutter contre le trafic d'espèces sauvages. Ces dispositions ne sont pas parfaites, mais elles reflètent la nécessité politique de tenir compte de la biodiversité dans les relations commerciales. L'Union européenne devrait s'en inspirer pour mettre en place de nouvelles négociations commerciales.

Enfin, l'Union européenne est elle-même un marché très actif pour le commerce de produits illicites issus d'espèces sauvages. L'Union n'est pas seulement un lieu de transit et un marché de destination pour les échanges, elle constitue également un point d'origine pour des produits illicites issus d'espèces sauvages protégées en vertu du droit de l'Union. Les États membres doivent s'attaquer au commerce intérieur de produits issus d'espèces sauvages qui sont obtenus illégalement et vendus comme des produits de base légaux, comme les fleurs, le mobilier et les animaux exotiques. Les États membres de l'Union doivent également envisager de moderniser et d'améliorer leurs centres de bien-être et de secours animal afin d'accueillir une grande variété d'espèces saisies aux frontières et dans le reste de l'Union.

En définitive, il relève de la responsabilité partagée des États membres de l'Union de relever ce défi et de mettre un terme au déclin rapide de certaines des espèces les plus chères au monde. Cela nous permettra non seulement de préserver la biodiversité pour les générations futures, mais aussi d'améliorer et de renforcer le cadre de l'Union en matière de sécurité, d'améliorer les conditions de vie des communautés locales, d'accroître le développement durable et de renforcer l'état de droit.